

ЗАКОН

О ПОТВРЂИВАЊУ ПРОТОКОЛА ОД 30. НОВЕМБРА 1972. ГОДИНЕ СА АМАНДМАНИМА ОД 24. ЈУНА 1982. ГОДИНЕ И 31. МАЈА 1988. ГОДИНЕ, КОНВЕНЦИЈЕ О МЕЂУНАРОДНИМ ИЗЛОЖБАМА ПОТПИСАНЕ У ПАРИЗУ 22. НОВЕМБРА 1928. ГОДИНЕ, ИЗМЕЊЕНЕ И ДОПУЊЕНЕ ПРОТОКОЛИМА ОД 10. МАЈА 1948. ГОДИНЕ, 16. НОВЕМБРА 1966. ГОДИНЕ, 30. НОВЕМБРА 1972. ГОДИНЕ, И АМАНДМАНИМА ОД 24. ЈУНА 1982. ГОДИНЕ И 31. МАЈА 1988. ГОДИНЕ

Члан 1.

Потврђује се Протокол од 30. новембра 1972. године са амандманима од 24. јуна 1982. године и 31. маја 1988. године, Конвенције о међународним изложбама потписане у Паризу 22. новембра 1928. године, измењене и допуњене протоколима од 10. маја 1948. године, 16. новембра 1966. године, 30. новембра 1972. године, и амандманима од 24. јуна 1982. године и 31. маја 1988. године, у оригиналу на француском језику.

Члан 2.

Текст Протокола од 30. новембра 1972. године са амандманима од 24. јуна 1982. године и 31. маја 1988. године, Конвенције о међународним изложбама потписане у Паризу 22. новембра 1928. године, измењене и допуњене протоколима од 10. маја 1948. године, 16. новембра 1966. године, 30. новембра 1972. године, и амандманима од 24. јуна 1982. године и 31. маја 1988. године, у оригиналу на француском језику и у преводу на српски језик, гласи:

PROTOCOLE

PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION SIGNÉE A PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928 CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES

Les Parties à la présente Convention,

Considérant que les règles et procédures instaurées par la Convention concernant les expositions internationales signée à Paris le 22 Novembre 1928, modifiée et complétée par les Protocoles des 10 Mai 1948 et 16 Novembre 1966, se sont révélées utiles et nécessaires aux organisateurs de ces expositions comme aux Etats participants,

Désireuses d'adapter aux conditions de l'activité moderne lesdites règles et procédures, ainsi que celles qui concernent l'Organisation chargée de veiller à son application et de réunir ces dispositions dans un seul instrument qui doit remplacer la Convention de 1928, Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I

Le présent Protocole a pour objet:

- a. de modifier les règles et procédures concernant les expositions internationales;
- b. de modifier les dispositions concernant les activités du Bureau International des Expositions.

MODIFICATION ARTICLE II

La Convention de 1928 est de nouveau modifiée par le présent Protocole conformément aux objectifs exprimés à l'Article I. Le texte de la Convention ainsi modifiée figure dans l'Appendice au présent Protocole dont il constitue partie intégrante.

ARTICLE III

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Parties à la Convention de 1928 à Paris du 30 Novembre 1972 au 29 Novembre 1973 et restera ouvert après cette dernière date pour l'adhésion de ces mêmes Parties.
2. Les Parties à la Convention de 1928 peuvent devenir Parties au présent Protocole par:
 - a. signature sans réserve de ratification, acceptation ou approbation;
 - b. signature sous réserve de ratification, acceptation ou approbation, suivie de ratification, acceptation ou approbation;
 - c. adhésion.
3. Les instruments de ratification, acceptation, approbation ou adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la République Française.

ARTICLE IV

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle vingt-neuf Etats y seront devenus Parties dans les conditions prévues à l'Article III.¹

ARTICLE V

Les dispositions du présent Protocole ne s'appliquent pas à l'enregistrement d'une exposition pour laquelle une date aura été retenue par le Bureau International des Expositions jusqu'à et y inclus la session du Conseil d'Administration qui aura immédiatement précédé l'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à l'Article IV ci-dessus.

ARTICLE VI

Le Gouvernement de la République Française notifiera aux gouvernements des Parties contractantes ainsi qu'au Bureau International des Expositions:

- a. les signatures, ratifications, approbations, acceptations et adhésions conformément à l'Article III;
- b. la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'Article IV.

ARTICLE VII

Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Gouvernement de la République Française le fera enregistrer auprès du Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT À PARIS le 30 Novembre 1972 en langue française en un seul exemplaire qui sera conservé dans les archives du Gouvernement de la République Française lequel en délivrera des copies conformes aux gouvernements de toutes les Parties à la Convention de 1928.

¹ Le présent Protocole est entré en vigueur le 9 Juin 1980.

PAYS	NOM	NOTE
Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne	S. Von BRAUN	
Pour le Gouvernement de la République d'Autriche	Erich BIELKA 28/09/1973	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique	R. ROTHSCHILD R. RAUX	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie	V. ANICHTCHOUK	Sous la réserve formulée dans les pouvoirs et dans la déclaration
Pour le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie	E. RAZLOGOV	Avec les réserves et la déclaration formulées au moment de la signature
Pour le Gouvernement du Canada	Claude T. CHARLAND	
Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark	Poul ASSAM	Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement d'Espagne	E. de MOTTA Y ZAYAS	
Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique	Jack B. KUBISCH	Sous réserve de ratification et de la déclaration contenue dans la note verbale N° 201 du 29 Novembre 1972
Pour le Gouvernement de la République de Finlande	Olle HEROLD	Sous réserve de ratification
PAYS	NOM	NOTE
Pour le Gouvernement de la République Française	Christian D'AUMALE	
Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	D. LOGAN F. SEDGWICK-JELL	
Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce		
Pour le Gouvernement de la République d'Haïti		
Pour le Gouvernement de la République Populaire Hongroise	Laszlo FOLDES	Sous la réserve mentionnée dans les pouvoirs

Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israël	Israël HAVIV	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la République Italienne	F. MALFATTI	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement du Japon		
Pour le Gouvernement de la République Libanaise		
Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc		

PAYS	NOM	NOTE
Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco	Pierre-Louis FALAIZE	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la République Fédérale du Nigeria		

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège	Hersleb VOGT	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement du Royaume des PaysBas	J.A. de RANITZ	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la République Populaire de Pologne	Michata KAJZERA	Sous réserve de ratification et sous la réserve mentionnée dans la note verbale du 30 Novembre 1972 (N° Z-II-OME-BIE)
Pour le Gouvernement de la République du Portugal	A. LENCASTRE da VEIGA 29 Novembre 1973	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie	C. FLITAN 8 Novembre 1973	Sous réserve de ratification et avec la réserve, mentionnée par les pleins pouvoirs, aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Article 34 et avec déclaration à l'Article 35
Pour le Gouvernement du Royaume du Suède	D. WINTER	Sous réserve de ratification
Pour le Gouvernement de la Confédération Suisse	Max TROENDLE	Sous réserve de ratification

PAYS	NOM	NOTE
Pour le Gouvernement de la République Socialiste Tchécoslovaque		
Pour le Gouvernement de la République Tunisienne	Abdessalem BEN AYED	
Pour le Gouvernement de la République Soviétique de l'Ukraine	Alexandre GORDENOK	Sous la réserve et la déclaration transmises au moment de la signature
Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques	Youri BORISSOV	Sous la réserve et la déclaration transmises au moment de la signature

CONVENTION

CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES SIGNEE A PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928, MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LES PROTOCOLES DES 10 MAI 1948, 16 NOVEMBRE 1966 ET 30 NOVEMBRE 1972, AINSI QUE PAR L'AMENDEMENT DU 24 JUIN 1982 ET PAR L'AMENDEMENT

DU 31 MAI 1988

TITRE I - DEFINITIONS ET OBJET**ARTICLE 1**

1. Une exposition est une manifestation qui, quelle que soit sa dénomination, a un but principal d'enseignement pour le public, faisant l'inventaire des moyens dont dispose l'homme pour satisfaire les besoins d'une civilisation et faisant ressortir dans une ou plusieurs branches de l'activité humaine les progrès réalisés ou les perspectives d'avenir.
2. L'exposition est internationale lorsque plus d'un Etat y participe.
3. Les participants à une exposition internationale sont d'une part les exposants des Etats officiellement représentés groupés en sections nationales, d'autre part les organisations internationales ou les exposants ressortissants d'Etats non officiellement représentés et enfin ceux qui sont autorisés, selon les règlements de l'exposition, à poursuivre une autre activité, en particulier les concessionnaires.

ARTICLE 2

La présente Convention s'applique à toutes les expositions internationales à l'exception des:

- a. expositions d'une durée de moins de trois semaines;
- b. expositions des Beaux-Arts;
- c. expositions essentiellement commerciales.

Nonobstant le titre qui pourrait être donné à une exposition par ses organisateurs, la présente Convention distingue les expositions enregistrées et les expositions reconnues.

TITRE II - CONDITIONS GENERALES D'ORGANISATION DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES

ARTICLE 3

Ont la vocation à être enregistrées par le Bureau Internationales des Expositions, visé à l'Article 25 ci-après, les expositions internationales qui présentent les caractères suivants:

- a. Leur durée ne peut être inférieure à six semaines, ni supérieure à six mois;
- b. Le régime des bâtiments d'exposition utilisés par les Etats participants est fixé par le règlement général de l'exposition. Dans le cas où une taxe immobilière serait exigible, d'après la législation en vigueur dans l'Etat invitant, elle demeurerait à la charge des organisateurs. Seuls les services effectivement rendus en application des règlements approuvés par le Bureau peuvent faire l'objet d'une rétribution;
- c. A partir du 1er janvier 1995 l'espacement entre deux expositions enregistrées est de cinq ans au moins, la première exposition pouvant avoir lieu en 1995. Toutefois, le Bureau International des Expositions peut accepter une avance d'un an au plus par rapport à la date qui résulte de la disposition qui précède pour permettre la célébration d'un évènement particulier d'importance internationale, sans pour autant que l'espacement quinquennal fixé par le calendrier d'origine soit modifié.

ARTICLE 4

A. Ont la vocation à être reconnues par le Bureau International des Expositions les expositions internationales qui présentent les caractères suivants:

1. Leur durée ne peut être inférieure à trois semaines ni supérieure à trois mois;
2. Elles doivent illustrer un thème précis;
3. Leur surface totale ne doit pas excéder 25 ha.;
4. Elles doivent attribuer aux Etats participants des emplacements construits par l'organisateur et libres de tous loyers, charges, taxes et frais autres que ceux représentatifs de services rendus, l'emplacement le plus important attribué à un Etat ne doit pas excéder 1000 m². Toutefois, le Bureau International des Expositions peut autoriser une dérogation à l'obligation de gratuité si la situation économique et financière de l'Etat organisateur le justifie.
5. Une seule exposition reconnue au titre du présent paragraphe A peut se tenir entre deux expositions enregistrées.
6. Une seule exposition enregistrée ou reconnue au titre du présent paragraphe A peut se tenir au cours d'une même année.

B. Le Bureau International des Expositions peut également accorder sa reconnaissance:

1. A l'exposition des Arts Décoratifs et de l'Architecture Moderne de la Triennale de Milan, en raison de son antériorité historique et pour autant qu'elle conserve ses caractéristiques d'origine;
2. Aux expositions d'horticulture de type A1 agréées par l'Association International des Producteurs de l'Horticulture pourvu qu'elles soient espacées d'au moins deux ans dans des états différents et d'au moins dix ans dans un même état;

appelées à se tenir dans l'intervalle entre deux expositions enregistrées.

ARTICLE 5

Les dates d'ouverture ou de clôture d'une exposition et ses caractères généraux sont fixés au moment de son enregistrement ou de sa reconnaissance et ne peuvent être modifiés qu'avec l'accord du BIE.

TITRE III - ENREGISTREMENT

ARTICLE 6

1. Le gouvernement d'une Partie contractante sur le territoire de laquelle une exposition est projetée (ci-après dénommé gouvernement invitant), doit adresser au Bureau une demande pour obtenir son enregistrement ou de sa reconnaissance en indiquant les mesures législatives, réglementaires ou financières qu'il prévoit à l'occasion de cette exposition. Le gouvernement d'un Etat non-contractant désireux d'obtenir l'enregistrement ou la reconnaissance d'une exposition peut de la même manière adresser une demande au Bureau à condition de s'engager à respecter pour cette exposition les dispositions des titres I, II, III et IV de cette Convention et les règlements édictés pour leur application.
2. La demande d'enregistrement ou de reconnaissance doit être faite par le gouvernement chargé des relations internationales se rapportant au lieu où l'exposition est projetée (ci-après dénommé le gouvernement invitant), même dans le cas où ce gouvernement n'est pas l'organisateur de l'exposition.
3. Le Bureau détermine par ses règlements obligatoires le délai maximum pour retenir la date d'une exposition et le délai minimum pour le dépôt de la demande d'enregistrement ou de reconnaissance; il précise les documents qui doivent accompagner une telle demande. Il fixe également, par règlement obligatoire, le montant des contributions exigées pour frais d'examen de la demande.

4. L'enregistrement ou la reconnaissance n'est accordé que si l'exposition remplit les conditions fixées par la présente Convention et les règlements établis par le Bureau.

ARTICLE 7

1. Lorsque deux Etats ou plus sont en concurrence entre eux pour l'enregistrement ou la reconnaissance d'une exposition et ne parviennent pas à s'accorder, ils saisissent l'Assemblée Générale du Bureau qui décide en tenant compte des considérations invoquées et notamment des raisons spéciales de nature historique ou morale, du temps écoulé depuis la dernière exposition et du nombre de manifestations déjà organisées par les Etats concurrents.
2. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le Bureau donne la préférence à une exposition projetée sur le territoire d'une Partie contractante.

ARTICLE 8

Sauf dans le cas prévu à l'Article 28 d), l'Etat qui a obtenu l'enregistrement ou la reconnaissance d'une exposition perd les droits attachés à cet enregistrement ou cette reconnaissance s'il modifie la date à laquelle il avait déclaré qu'elle se tiendrait. S'il entend qu'elle soit organisée à une autre date, il doit introduire une nouvelle demande et se soumettre, s'il y a lieu, à la procédure fixée à l'Article 7 qu'impliquent les compétitions éventuelles.

ARTICLE 9

1. Pour toute exposition qui n'a pas été enregistrée ou reconnue, les Parties contractantes refusent leur participation et leur patronage ainsi que toute subvention.
2. Les Parties contractantes restent entièrement libres de ne pas participer à une exposition enregistrée ou reconnue.
3. Chaque Partie contractante usera de tous les moyens qui, d'après sa législation, lui paraîtront les plus opportuns pour agir contre les promoteurs d'expositions fictives ou d'expositions auxquelles les participants seraient frauduleusement attirés par des promesses, annonces ou réclames mensongères.

TITRE IV - OBLIGATIONS DES ORGANISATEURS DES EXPOSITIONS ENREGISTREES ET DES ETATS PARTICIPANTS

ARTICLE 10

1. Le gouvernement invitant doit veiller au respect des dispositions de la présente Convention et des règlements édictés pour son application.

2. Si ce gouvernement n'organise pas lui-même l'exposition, la personne morale qui l'organise doit être officiellement reconnue à cet effet par le gouvernement, lequel garantit l'exécution des obligations de cette personne morale.

ARTICLE 11

1. Toutes les invitations à participer à une exposition, qu'elles soient adressées à des Parties contractantes ou à des Etats non-membres, doivent être acheminées par voie diplomatique par le seul gouvernement de l'Etat invitant au seul gouvernement de l'Etat invité, pour lui-même et les autres personnes physiques ou morales qui relèvent de son autorité. Les réponses doivent parvenir par la même voie au gouvernement invitant, de même que les désirs de participation exprimés par des personnes physiques ou morales non invitées. Les invitations doivent tenir compte des délais prescrits par le Bureau. Les invitations aux organisations de caractère international leur sont adressées directement.
2. Aucune Partie contractante ne peut organiser ou patronner une participation à une exposition internationale si les invitations ci-dessus n'ont pas été adressées conformément aux dispositions de cette Convention.
3. Les Parties contractantes s'engagent à n'adresser ni accepter aucune invitation à participer à une exposition, qu'elle doive avoir lieu sur le territoire d'une Partie contractante ou sur celui d'un Etat non-membre, si cette invitation ne fait pas mention de l'enregistrement ou de la reconnaissance accordé conformément aux dispositions de la présente Convention.
4. Toute Partie contractante peut requérir les organisateurs de s'abstenir de lui adresser des invitations autres que celle qui lui est destinée. Elle peut aussi s'abstenir de transmettre des invitations ou des désirs de participation exprimés par des personnes physiques ou morales non invitées.

ARTICLE 12

Le gouvernement invitant doit nommer un Commissaire Général de l'exposition, s'il s'agit d'une exposition enregistrée, ou un Commissaire de l'exposition, s'il s'agit d'une exposition reconnue, chargé de le représenter à toutes fins de la présente Convention et en tout ce qui concerne l'exposition.

ARTICLE 13

Le gouvernement de tout Etat qui participe à une exposition doit nommer un Commissaire Général de section s'il s'agit d'une exposition enregistrée ou un Commissaire de Section s'il s'agit d'une exposition reconnue pour le représenter auprès du gouvernement invitant. Le Commissaire Général de Section ou le Commissaire de Section est seul chargé de l'organisation de sa présentation nationale. Il informe le Commissaire Général de l'exposition ou le Commissaire de l'exposition de la composition de cette présentation et veille au respect des droits et obligations des exposants.

ARTICLE 14 (abrogé) ARTICLE 15 (abrogé) ARTICLE 16

Le régime douanier des expositions est fixé par l'annexe à la présente Convention, dont ladite annexe fait partie intégrante.

ARTICLE 17

Dans une exposition, ne sont considérées comme nationales et, en conséquence, ne peuvent être désignées sous cette dénomination que les sections constituées sous l'autorité de Commissaires Généraux ou de Commissaires nommés conformément à l'Article 13 par les gouvernements des Etats participants. Une section nationale comprend tous les exposants de l'Etat considéré, mais non les concessionnaires.

ARTICLE 18

1. Dans une exposition, il ne peut être fait usage pour désigner un participant ou un groupe de participants d'une appellation géographique se rapportant à une Partie contractante qu'avec l'autorisation du Commissaire Général de section ou du Commissaire de Section représentant le gouvernement de ladite Partie.
2. Si une Partie contractante ne participe pas à une exposition, le Commissaire Général ou le Commissaire de cette exposition veille, en ce qui concerne cette Partie contractante, au respect de la protection prévue au paragraphe précédent.

ARTICLE 19

1. Les productions présentées dans la section nationale d'un Etat participant doivent être en relation étroite avec cet Etat (par exemple objets originaires de son territoire ou productions créées par ses ressortissants).
2. Peuvent toutefois y figurer, avec l'autorisation des Commissaires Généraux ou des Commissaires des autres Etats en cause, d'autres objets ou productions, à condition qu'ils ne servent qu'à compléter la présentation.
3. En cas de contestation entre Etats participants dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2, un arbitrage est rendu par le Collège des Commissaires Généraux ou des Commissaires de section statuant à la majorité des Commissaires présents. La décision est définitive.

ARTICLE 20

1. A moins de dispositions contraires dans la législation en vigueur dans l'Etat invitant, il ne doit être concédé aucun monopole de quelque nature qu'il soit, sauf, en ce qui concerne les services communs, autorisation du Bureau accordée au moment de l'enregistrement ou de la reconnaissance. Dans ce cas les organisateurs sont tenus aux obligations suivantes:
 - a. indiquer l'existence de ce ou ces monopoles dans le Règlement Général de l'exposition et dans le Contrat de Participation;

- b. assurer aux participants l'usage des services monopolisés aux conditions habituellement appliquées dans l'Etat;
 - c. ne limiter en aucun cas les pouvoirs des Commissaires Généraux ou des Commissaires dans leurs sections respectives.
2. Le Commissaire Général ou le Commissaire de l'exposition prend toute mesure pour que les tarifs demandés aux Etats participants ne soient pas plus élevés que ceux demandés aux organisateurs de l'exposition et, en tout cas, que les tarifs normaux de la localité.

ARTICLE 21

Le Commissaire Général ou le Commissaire de l'exposition prend toutes les mesures possibles pour assurer le fonctionnement efficace des services d'utilité publique à l'intérieur de l'exposition.

ARTICLE 22

Le gouvernement invitant s'efforce de faciliter l'organisation de la participation des Etats et de leurs ressortissants, notamment en matière de tarifs de transport et de conditions d'admission des personnes et des objets.

ARTICLE 23

1. Le Règlement Général d'une exposition doit indiquer si, indépendamment des certificats de participation qui peuvent être accordés, des récompenses seront ou non décernées aux participants. Dans le cas où des récompenses seraient prévues, leur attribution peut être limitée à certaines catégories.
2. Avant l'ouverture de l'exposition tout participant peut déclarer vouloir rester en dehors de l'attribution des récompenses.

ARTICLE 24

Le Bureau International des Expositions visé au titre suivant, peut établir des règlements fixant les conditions générales de composition et de fonctionnement des jurys et déterminant le mode d'attribution des récompenses.

TITRE V - DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

ARTICLE 25

1. Il est institué une organisation internationale dénommée Bureau International des Expositions, chargée de veiller et pourvoir à l'application de la présente Convention. Ses membres sont les gouvernements des Parties contractantes. Le Siège du Bureau est à Paris.

2. Le Bureau possède la personnalité juridique et notamment la capacité de conclure des contrats, d'acquérir et de vendre des biens meubles et immeubles, ainsi que d'ester en justice.
3. Le Bureau a la capacité de conclure des accords notamment en matière de privilèges et immunités avec des Etats et organisations internationales pour l'exercice des attributions qui lui sont confiées par la présente Convention.
4. Le Bureau comprend une Assemblée Générale, un Président, une Commission Exécutive, des commissions spécialisées, autant de Vice-Présidents que de Commissions et un Secrétariat placé sous l'autorité d'un Secrétaire Général.

ARTICLE 26

L'Assemblée Générale du Bureau est composée des délégués désignés par les gouvernements des Parties contractantes à raison d'un à trois délégués pour chacune d'elles.

ARTICLE 27

L'Assemblée Générale tient des sessions régulières et peut également tenir des sessions extraordinaires. Elle statue sur toutes les questions pour lesquelles la présente Convention attribue compétence au Bureau dont elle est la plus haute autorité, et notamment:

- a. discute, adopte et publie les règlements relatifs à l'enregistrement ou à la reconnaissance, la classification et l'organisation des expositions internationales et au fonctionnement du Bureau; dans les limites des dispositions de la présente Convention, elle peut établir des règlements obligatoires; elle peut aussi établir des règlements-types qui serviront de guides pour l'organisation des expositions;
- b. arrête le budget, contrôle et approuve les comptes du Bureau;
- c. approuve les rapports du Secrétaire Général;
- d. crée les commissions qu'elle juge utiles, désigne les membres de la Commission Exécutive et des autres commissions et fixe la durée de leur mandat;
- e. approuve tout projet d'accord international visé à l'Article 25 paragraphe 3 de la présente Convention;
- f. adopte les projets d'amendements visés à l'Article 33;
- g. désigne le Secrétaire Général.

ARTICLE 28

1. Le gouvernement de chaque Partie contractante, quel que soit le nombre de ses délégués, dispose d'une voix au sein de l'Assemblée Générale. Toutefois, son droit de vote est suspendu si la totalité des cotisations dues par lui, en

application de l'Article 32 ci-après, excède le total de ses cotisations se rapportant à l'année en cours et à l'année précédente.

2. L'Assemblée Générale peut valablement délibérer lorsque le nombre des délégations présentes en séance et ayant droit de vote est au moins des deux tiers de celui des Parties contractantes ayant droit de vote. Si ce quorum n'est pas atteint, elle est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, à échéance d'au moins un mois. Dans ce cas le quorum requis est abaissé à la moitié du nombre des Parties contractantes disposant du droit de vote.
3. Les votes sont acquis à la majorité des délégations présentes qui expriment leur vote pour ou contre. Toutefois, dans les cas suivants la majorité des deux tiers est requise:
 - a. adoption des projets d'amendements à la présente Convention;
 - b. établissement et modification des règlements
 - c. adoption du budget et approbation du montant des cotisations annuelles des Parties contractantes;
 - d. autorisation de modifier les dates d'ouverture et de clôture d'une exposition dans les conditions prévues à l'Article 5 ci-dessus;
 - e. enregistrement d'une exposition sur le territoire d'un Etat non-membre en cas de concurrence avec une exposition sur le territoire d'une Partie contractante;
 - f. réduction des intervalles prévus à l'Article 3 de la présente Convention;
 - g. acceptation des réserves à un amendement présentées par une Partie contractante; ledit amendement devant être, en application de l'Article 33, adopté à la majorité des 4/5 ou à l'unanimité selon le cas;
 - h. approbation de tout projet d'accord international;
 - i. nomination du Secrétaire Général.

ARTICLE 29

1. Le Président est élu par l'Assemblée Générale au scrutin secret pour une période de deux ans parmi les délégués des gouvernements des Parties contractantes, mais il ne représente plus l'Etat dont il est ressortissant pendant la durée de son mandat. Il est rééligible.
2. Le Président convoque et dirige les réunions de l'Assemblée Générale et veille au bon fonctionnement du Bureau. En son absence, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président chargé de la Commission Exécutive ou, à défaut, par un des autres Vice-Présidents, dans l'ordre de leur élection.
3. Les Vice-Présidents sont élus parmi les délégués des gouvernements des Parties contractantes par l'Assemblée Générale qui détermine la nature et la

durée de leur mandat et désigne notamment la commission dont ils ont la charge.

ARTICLE 30

1. La Commission Exécutive se compose de délégués des gouvernements de douze Parties contractantes à raison d'un pour chacun d'entre eux.
2. La Commission Exécutive:
 - a. établit et tient à jour une classification des activités humaines susceptibles de figurer dans une exposition;
 - b. examine toute demande d'enregistrement ou de reconnaissance d'une exposition et la soumet, avec son avis, à l'approbation de l'Assemblée Générale
 - c. remplit les tâches qui lui sont confiées par l'Assemblée Générale;
 - d. peut demander l'avis des autres commissions.

ARTICLE 31

1. Le Secrétaire Général, nommé suivant les dispositions de l'Article 28 de la présente Convention, doit être un ressortissant d'une des Parties contractantes.
2. Le Secrétaire Général est chargé de gérer les affaires courantes du Bureau suivant les instructions de l'Assemblée Générale et de la Commission Exécutive. Il élabore le projet de budget, présente les comptes et soumet à l'Assemblée Générale des rapports relatifs à ses activités. Il représente le Bureau, notamment en justice.
3. L'Assemblée Générale détermine les autres attributions et les obligations du Secrétaire Général ainsi que son statut.

ARTICLE 32

Le budget annuel du Bureau est fixé par l'Assemblée Générale dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'Article 28. Il tient compte des réserves financières du Bureau, des recettes de toute sorte, ainsi que des soldes débiteurs et créditeurs reportés des exercices précédents. Les dépenses du Bureau sont couvertes par ces sources et par les cotisations des Parties contractantes selon le nombre de parts leur incombant en application des décisions de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 33

1. Toute Partie contractante peut proposer un projet d'amendement à la présente Convention. Le texte dudit projet et les raisons qui l'ont motivé sont adressés au Secrétaire Général qui les communique dans le plus bref délai aux autres Parties contractantes.

2. Le projet d'amendement proposé est inscrit à l'ordre du jour de la session ordinaire ou d'une session extraordinaire de l'Assemblée Générale qui se tient au moins trois mois après la date de son envoi par le Secrétaire Général.
3. Tout projet d'amendement adopté par l'Assemblée Générale dans les conditions prévues au paragraphe précédent et à l'Article 28 est soumis par le Gouvernement de la République Française à l'acceptation de toutes les Parties contractantes. Il entre en vigueur à l'égard de toutes ces Parties à la date à laquelle les quatre cinquièmes d'entre elles ont notifié leur acceptation au Gouvernement de la République Française. Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, tout projet d'amendement au présent paragraphe, à l'Article 16 relatif au régime douanier, ou à l'annexe prévue audit Article, n'entre en vigueur qu'à la date à laquelle toutes les Parties contractantes ont notifié leur acceptation au Gouvernement de la République Française.
4. Toute Partie contractante qui souhaite assortir d'une réserve son acceptation d'un amendement fait part au Bureau des termes de la réserve envisagée. L'Assemblée Générale statue sur l'admissibilité de ladite réserve. L'Assemblée Générale doit faire droit aux réserves qui tendraient à sauvegarder des situations acquises en matière d'expositions et rejeter celles qui auraient pour effet de créer des situations privilégiées. Si la réserve est acceptée, la Partie qui l'avait présentée figure parmi celles qui sont comptées comme ayant accepté l'amendement pour le calcul de la majorité des quatre cinquièmes susmentionnée. Si elle est rejetée, la Partie qui l'avait présentée opte entre le refus de l'amendement ou son acceptation sans réserve.
5. Lorsque l'amendement entre en vigueur, dans les conditions prévues au troisième paragraphe du présent Article, toute Partie contractante ayant refusé de l'accepter peut, si elle le juge bon, se prévaloir des dispositions de l'Article 37 ci-après.

ARTICLE 34

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes concernant l'application ou l'interprétation de la présente Convention, qui ne peut être réglé par les autorités investies de pouvoirs de décision en application de la présente Convention, fera l'objet de négociations entre les Parties en litige.
2. Si ces négociations n'aboutissent pas à un accord à bref délai, une des Parties saisit le Président du Bureau et lui demande de désigner un conciliateur. Si alors le conciliateur ne peut obtenir l'accord des Parties en litige sur une solution, il constate et délimite dans son rapport au Président la nature et l'étendue du litige.
3. Lorsqu'un désaccord est ainsi constaté, le différend fait l'objet d'un arbitrage. A cette fin une des Parties saisit, dans un délai de deux mois à compter de la

communication du rapport aux Parties en litige, le Secrétaire Général du Bureau d'une requête d'arbitrage en mentionnant l'arbitre choisi par elle.

L'autre ou les autres Parties au différend doivent désigner, chacune, dans un délai de deux mois, leur arbitre respectif. A défaut, une des Parties saisit le Président de la Cour Internationale de Justice en lui demandant de désigner le ou les arbitres.

Lorsque plusieurs Parties font cause commune, elles ne comptent pour l'application des dispositions du paragraphe qui précède que pour une seule. En cas de doute, le Secrétaire Général décide.

Les arbitres désignent à leur tour un surarbitre. Si les arbitres ne peuvent s'accorder sur ce choix dans un délai de deux mois, le Président de la Cour Internationale de Justice, saisi par une des Parties, y pourvoit.

4. Le collège arbitral rend son arbitrage à la majorité de ses membres, la voix du surarbitre étant prépondérante en cas de partage égal des voix. Cet arbitrage s'impose à toutes les Parties en litige, définitivement et sans recours.
5. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhèrera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 3 et 4 qui précèdent. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par lesdites dispositions envers tout Etat qui aura formulé une telle réserve.
6. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent, pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Gouvernement Dépositaire.

ARTICLE 35

La présente Convention est ouverte à l'adhésion d'une part de tout Etat, soit membre de l'Organisation des Nations Unies, soit non-membre de l'ONU qui est Partie au statut de la Cour Internationale de Justice, ou membre d'une institution spécialisée des Nations Unies, ou membre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et, d'autre part, de tout autre Etat dont la demande d'adhésion est approuvée par la majorité des deux tiers des Parties contractantes ayant droit de vote à l'Assemblée Générale du Bureau. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la République Française et prennent effet à la date de leur dépôt.

ARTICLE 36

Le Gouvernement de la République Française notifie aux gouvernements des Etats Parties à la présente Convention ainsi qu'au Bureau International des Expositions:

- a. l'entrée en vigueur des amendements, conformément à l'Article 33;
- b. les adhésions, conformément à l'Article 35;
- c. les dénonciations, conformément à l'Article 37;
- d. les réserves émises en application de l'Article 34 paragraphe 5;
- e. l'expiration éventuelle de la Convention.

ARTICLE 37

1. Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention en le notifiant par écrit au Gouvernement de la République Française.
2. Cette dénonciation prend effet un an après la date de réception de cette notification.
3. La présente Convention vient à expiration si, par suite de dénonciations, le nombre des Parties contractantes est réduit à moins de sept.

Sous réserve de tout accord qui pourrait être conclu entre les Parties contractantes au sujet de la dissolution du Bureau, le Secrétaire Général sera chargé des questions de liquidation. L'actif sera réparti entre les Parties contractantes au prorata des cotisations versées depuis qu'elles sont Parties à la présente Convention. S'il existe un passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Parties au prorata des cotisations fixées pour l'exercice financier en cours.

ANNEXE

à la Convention signée à Paris le 22 Novembre 1928 concernant les expositions internationales, modifiée et complétée par les Protocoles du 10 Mai 1948, du 16 Novembre 1966 et du 30 Novembre 1972, ainsi que par l'Amendement du 24 Juin 1982.

REGIME DOUANIER POUR L'IMPORTATION DES ARTICLES PAR LES PARTICIPANTS AUX EXPOSITIONS INTERNATIONALES**ARTICLE 1 - Définitions**

Pour l'application de la présente annexe on entend par:

- a. "Droits à l'importation", les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation;
- b. "Admission temporaire", l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation.

ARTICLE 2

Bénéficient de l'admission temporaire:

- a. les marchandises destinées à être exposées ou à faire l'objet d'une démonstration à l'exposition;

- b.** les marchandises destinées à être utilisées pour les présentations à l'exposition de produits étrangers, telles que:
- I. les marchandises nécessaires pour la démonstration des machines ou appareils étrangers exposés;
 - II. les matériaux de construction, même à l'état brut, le matériel de décoration et d'ameublement, et l'équipement électrique pour les pavillons et stands étrangers de l'exposition, ainsi que pour les locaux affectés au Commissaire Général de section d'un pays étranger participant;
 - III. les outils, le matériel utilisés pour la construction et les moyens de transport, nécessaires aux travaux de l'exposition;
 - IV. le matériel publicitaire ou de démonstration, destiné manifestement à être utilisé à titre de publicité pour les marchandises étrangères présentées à l'exposition, tels que les enregistrements sonores, films et diapositives, ainsi que l'appareillage nécessaire à leur utilisation;
- c.** le matériel - y compris les installations d'interprétariat, les appareils d'enregistrement du son et les films à caractère éducatif, scientifique ou culturel - destiné à être utilisé à l'occasion de l'exposition.

ARTICLE 3

Les facilités visées à l'Article 2 de cette annexe sont accordées à condition que:

- a.** Les marchandises puissent être identifiées lors de leur réexportation;
- b.** Le Commissaire Général de section du pays participant garantisse sans dépôt de fonds le paiement des droits à l'importation frappant les marchandises qui ne seraient pas réexportées après la clôture de l'exposition dans les délais fixés; d'autres garanties prévues par la législation du pays invitant peuvent être admises à la demande des exposants (par exemple carnet A.T.A institué par la Convention du Conseil de Coopération Douanière du 6 Décembre 1961);
- c.** Les autorités douanières du pays d'importation temporaire estiment que les conditions imposées par cette annexe soient remplies.

ARTICLE 4

Aussi longtemps qu'elles bénéficient des facilités prévues par la présente annexe et sauf si les lois et règlements du pays d'importation temporaire le permettent, les marchandises placées en admission temporaire ne peuvent pas être prêtées, louées ou utilisées moyennant rétribution ni transportées hors du lieu de l'exposition. Elles doivent être réexportées dans les plus brefs délais et au plus tard trois mois après la clôture de l'exposition. Les autorités douanières peuvent pour des raisons valables prolonger cette période dans les limites prescrites par les lois et règlements du pays d'importation temporaire.

ARTICLE 5

- a.** Nonobstant l'obligation de réexportation prévue à l'Article 4, la réexportation des marchandises périssables ou gravement endommagées ou de faible valeur,

n'est pas exigée, pourvu qu'elles soient, selon la décision des autorités douanières:

- I. soumises aux droits à l'importation dus en l'espèce, ou
- II. abandonnées, libres de tous frais, au Trésor Public du pays d'importation temporaire, ou
- III. détruites, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor Public du pays d'importation temporaire.

Toutefois, l'obligation de réexportation ne s'applique pas aux marchandises de toute nature dont la destruction requise par le Commissaire Général de section concerné, est effectuée sous contrôle officiel et sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor Public du pays d'importation temporaire.

- b. Les marchandises placées en admission temporaire peuvent recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mises à la consommation intérieure, sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités qui seraient appliquées en vertu des lois et règlements du pays d'importation temporaire si elles étaient importées directement de l'étranger.

ARTICLE 6

Les produits accessoirement obtenus au cours de l'exposition, à partir de marchandises importées temporairement, à l'occasion de la démonstration de machines ou d'appareils exposés, sont soumis aux dispositions des Articles 4 et 5 de la présente annexe, de la même façon que s'ils avaient été placés en admission temporaire, sous réserve des dispositions de l'Article 7 ci-après.

ARTICLE 7

Les droits à l'importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée dans les cas suivants, pourvu que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables, de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de l'exposition, au nombre des visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant:

- a. Petits échantillons (autres que boissons alcooliques, tabac et combustibles) représentatifs des marchandises étrangères exposées à l'expositions, y compris les échantillons de produits alimentaires et de boissons, importés comme tels ou obtenus à l'exposition à partir de marchandises importées en vrac, pourvu:
 - I. qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public à l'exposition pour être utilisés ou consommés par les personnes à qui ils auront été distribués;
 - II. que ces produits soient identifiables comme étant des échantillons à caractère publicitaire ne présentant qu'une faible valeur unitaire;
 - III. qu'ils ne se prêtent pas à la commercialisation et qu'ils soient, le cas échéant, conditionnés en quantités nettement plus petites que celles contenues dans les plus petits emballages vendus au détail

- IV. que les échantillons de produits alimentaires et de boissons qui ne sont pas distribués dans des emballages conformément à l'alinéa III) ci-dessus, soient consommés à l'exposition.
- b.** Echantillons importés qui sont utilisés ou consommés par les membres des jurys de l'exposition pour apprécier et juger les objets exposés, sous réserve de la production d'une attestation du Commissaire Général de section, mentionnant la nature et la quantité des objets consommés au cours de telle appréciation et tel jugement.
- c.** Marchandises importées uniquement en vue de leur démonstration, ou pour la démonstration de machines et appareils étrangers présentés à l'exposition et qui sont consommées ou détruites au cours de ces démonstrations.
- d.** Imprimés, catalogues, prospectus, prix courants, affiches, calendriers (illustrés ou non) et photographies non encadrées, destinés manifestement à être utilisés à titre de publicité pour les marchandises étrangères présentées à l'exposition, pourvu qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public sur le lieu de l'exposition.

ARTICLE 8

Les droits à l'importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée dans les cas suivants:

- a.** produits qui sont importés et utilisés pour la construction, l'aménagement, la décoration, l'animation et l'environnement des présentations étrangères à l'exposition (peintures, vernis, papier de tenture, liquides vaporisés, Articles pour feux d'artifice, graines ou plantes, etc.) détruits du fait de leur utilisation; **b.** catalogues, brochures, affiches et autres imprimés officiels, illustrés ou non, qui sont publiés par les pays participant à l'exposition;
- c.** plans, dessins, dossiers, archives, formules et autres documents destinés à être utilisés comme tels à l'exposition.

ARTICLE 9

- a.** A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement des marchandises qui vont être ou qui ont été présentées ou utilisées à une exposition sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux de cette exposition.
- b.** Chaque Partie contractante s'efforcera, dans tous les cas où elle l'estimera utile, compte tenu de l'importance de l'exposition, d'ouvrir pour une durée raisonnable un bureau de douane sur les lieux de l'exposition organisée sur son territoire
- c.** La réexportation de marchandises placées en admission temporaire peut s'effectuer en une ou en plusieurs fois et par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation, sauf si l'importateur s'engage, afin de bénéficier d'une procédure simplifiée, à réexporter les marchandises par le bureau d'importation.

ARTICLE 10

Les dispositions qui précèdent ne mettent pas obstacle à l'application:

- a. de facilités plus grandes que certaines Parties contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux;
- b. des règlements nationaux ou conventionnels non douaniers concernant l'organisation de l'exposition;
- c. des prohibitions et restrictions résultant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre public, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique, ou se rapportant à la protection des brevets, marques de fabrique et droits d'auteur et de reproduction.

ARTICLE 11

Pour l'application de la présente annexe les territoires des pays contractants qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

RECOMMANDATION

L'Assemblée Générale recommande que les droits à l'importation ne soient pas perçus et les prohibitions ou restrictions à l'importation ne soient pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation ne soit pas exigée, pourvu que la valeur globale et la quantité de marchandises soient raisonnables de l'avis des autorités douanières du pays d'importation eu égard à la nature de l'exposition, au nombre des visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant pour les produits importés par les Commissaires Généraux de section pour:

- I. leur consommation personnelle;
- II. être utilisés lors des réceptions officielles;
- III. être offerts aux visiteurs de marque de leur propre pays, du pays organisateur ou à ceux venant d'un pays tiers.

RESERVES ET DECLARATIONS**ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

Réserve:

"L'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et a l'honneur de l'informer, en ce qui concerne la signature du Protocole de la Convention de 1928 sur les expositions internationales qui sera ouvert à la signature au Ministère des Affaires Etrangères le 30 Novembre 1972, que la signature des Etats-Unis est assortie d'une réserve au sujet de l'Article 10, paragraphe 2. Cette réserve reflète le point de vue invariablement soutenu par le

Gouvernement des Etats-Unis au cours de séances du Bureau des Expositions Internationales et lors de la rédaction des règles générales concernant les expositions aux Etats-Unis, à savoir que le Gouvernement américain, tout en garantissant l'exécution de ses propres obligations, n'est pas en mesure, aux termes de sa législation, de garantir que les personnes morales accréditées par lui aux fins d'organiser les expositions s'acquittent de leurs obligations. Mais le Gouvernement des Etats-Unis s'efforcera, dans toute la mesure du possible, d'obtenir que ces organisateurs remplissent leurs obligations".

BIELORUSSIE

Réserve:

"Le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne se considère pas lié par les dispositions sur l'arbitrage, paragraphe 3 et 4 de l'Article 34 de la Convention".

Déclaration:

"Le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorusse déclare que les dispositions de l'Article 35 de la Convention modifiée selon lesquelles un certain nombre d'Etats sont privés de devenir parties à la Convention sont d'une nature discriminatoire et considère que la Convention, conformément aux principes du droit souverain des Etats, doit être ouverte à la participation de tous les Etats intéressés sans discrimination et restrictions quelles qu'elles soient".

BULGARIE

Réserve:

"La République Populaire de Bulgarie ne se considère pas liée par les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Article 34 de la Convention" Déclaration:

"Tous les pays du monde profitent de l'égalité absolue et ont le droit d'adhérer à la présente Convention, sans tenir compte des restrictions découlant de l'Article 35 de ladite Convention".

HONGRIE

Réserve:

"La partie hongroise ne considère pas comme obligatoires pour elle les alinéas 3 et 4 de l'Article 34 du Protocole".

POLOGNE

Réserve:

"Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne déclare qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'Article 34, paragraphes 3 et 4 de la présente Convention".

Déclaration concernant l'Article 35 de la Convention:

"Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne est d'avis que la présente Convention devrait être ouverte à l'adhésion de tout Etat".

ROUMANIE

Réserve:

"La République Socialiste de Roumanie déclare, en s'appuyant de l'Article 34 paragraphe 5 de la Convention concernant les expositions internationales, signée à Paris le 22 Novembre 1928 qu'elle ne se considère pas liée par les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Article 34 de la Convention. La position de la République Socialiste de Roumanie est que les différends entre deux ou plusieurs parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la Convention qui n'auront pas été réglés par voie de négociations pourraient être soumis à l'arbitrage seulement avec le consentement de toutes les parties en litige, pour chaque cas particulier".

Déclaration:

"Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie considère que les dispositions de l'Article 35 de la Convention concernant les expositions internationales, signée à Paris le 22 Novembre 1928, ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel les traités internationaux multilatéraux, dont l'objet et le but intéressent la communauté internationale dans son ensemble, doivent être ouverts à la participation universelle".

UKRAINE

Réserve:

"Le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne se considère pas lié par les dispositions sur l'arbitrage paragraphes 3 et 4 de l'Article 34 de la Convention".

Déclaration:

"Le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine déclare que les dispositions de l'Article 35 de la Convention modifiée selon lesquelles un certain nombre d'Etats sont privés de devenir parties à la Convention, sont d'une nature discriminatoire et considère que la Convention, conformément aux principes du droit souverain des Etats, doit être ouverte à la participation de tous les Etats intéressés sans discrimination et restrictions quelles qu'elles soient".

U.R.S.S.

Réserve:

"Le Gouvernement de l'U.R.S.S. ne se considère pas lié par les dispositions sur l'arbitrage, paragraphes 3 et 4 de l'Article 34 de la Convention".

"Le Gouvernement de l'U.R.S.S. déclare que les dispositions de l'Article 35 de la Convention modifiée selon lesquelles un certain nombre d'Etats sont privés de devenir parties à la Convention, sont d'une nature discriminatoire et considère que la Convention, conformément aux principes du droit souverain des Etats, doit être ouverte à la participation de tous les Etats intéressés sans discrimination et restrictions quelles qu'elles soient".

TCHECOSLOVAQUIE

Réserve:

"Le Gouvernement de la République Socialiste Tchécoslovaque ne se considère pas lié par les dispositions de l'Article 34 alinéas 3 et 4 de la Convention".

25.07.1974

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

Réserve:

"Le Gouvernement de la République Démocratique Allemande ne se considère pas lié par les dispositions de l'Article 34 alinéas 3 et 4 de la Convention".

Déclaration:

"La République Démocratique Allemande considère que la Convention doit être ouverte à l'adhésion de tout Etat".

16.12.1975

**ПРОТОКОЛ
КОЈИМ СЕ МЕЊА КОНВЕНЦИЈА О МЕЂУНАРОДНИМ ИЗЛОЖБАМА
ПОТПИСАНА У ПАРИЗУ 22. НОВЕМБРА 1928.**

Потписнице ове Конвенције,

Сматрајући да су се правила и процедуре установљени Конвенцијом о међународним изложбама потписаном у Паризу 22. новембра 1928, која је измењена и допуњена Протоколима од 10. маја 1948. и 16. новембра 1966, показале корисним и потребним организаторима ових изложби, као и земљама учесницима.

У жељи да се наведена правила и процедуре, заједно са онима који се односе на организацију надлежну за њихову примену и обједињавање у један инструмент који ће заменити Конвенцију из 1928,

Споразумели су се како следи:

ЧЛАН 1

Циљеви овог Протокола су:

- а. измена правила и процедура које се односе на међународне изложбе;
- б. измена одредби које се односе на активности Међународног бироа за изложбе.

ЧЛАН 2 – ИЗМЕНА

Овај Протокол поново мења Конвенцију из 1928, у складу са циљевима из члана I. Тако измењен текст Конвенције се налази у Додатку овог Протокола и чини његов саставни део.

ЧЛАН 3

1. Овај Протокол се отвара за потписивање свим потписницама Конвенције из Париза 1928. од 30. новембра 1972. до 29. новембра 1973, а након тог датума остаће отворен за њихово приступање.
2. Владе потписнице Конвенције из 1928. могу постати потписнице овог Протокола на следећи начин:
 - а. потписивањем без обавезе ратификације, прихватања или одобрења;
 - б. потписивањем са обавезом ратификације, прихватања или одобрења, после ког следи ратификација, прихватање или усвајање.
 - в. приступањем.
3. Инструменти ратификације, прихватања, одобрења или приступања биће депоновани при Влади Француске Републике.

ЧЛАН 4

Овај протокол ступа на снагу на дан када двадесет девет Држава постану потписнице, у складу са условима из члана III.¹

¹ Овај Протокол је ступио на снагу 9. јуна 1980.

ЧЛАН 5

Одредбе овог Протокола се не примењују приликом регистравања изложбе за коју је Међународни биро за изложбе предвидео датуме који претходе заседању Административног савета, као и током његовог заседања, после ког ће овај Протокол ступити на снагу, у складу са чланом IV истог.

ЧЛАН 6

Влада Француске Републике обавестиће Владе потписнице и Међународни биро за изложбе о:

- а. потписима, ратификацијама, одобрењима, прихватањима и приступањима у складу са чланом III;
- б. датуму када овај Протокол ступа на снагу у складу са чланом IV.

ЧЛАН 7

Одмах по ступању на снагу овог Протокола, Влада Француске Републике ће се побринути да се исти региструје у Секретаријату Уједињених нација, у складу са чланом 102 Повеље Уједињених нација.

У ЗНАК САГЛАСНОСТИ, доле потписани, са одговарајућим овлашћењима, потписују овај Протокол.

У ПАРИЗУ, 30. новембра 1972, на француском језику, у једном примерку који ће се чувати у архиви Владе Француске Републике, која ће послати преписе владама свих земаља потписница Конвенције из 1928.

ДРЖАВА	ИМЕ	НАПОМЕНА
За Владу Савезне Републике Немачке	С. Фон Браун [S. Von Braun]	
За Владу Републике Аустрије	Ерих Бијелка [Erich Bielka] 28/09/1973	Уз обавезну ратификацију
За Владу Краљевине Белгије	Р. Ротшилд [R. Rothschild] Р. Ро [R. Raux]	Уз обавезну ратификацију
За Владу Белоруске Совјетске Социјалистичке Републике	В. Анихчук	Уз резерву наведену у овлашћењу и у изјави
За Владу Народне Републике Бугарске	Е. Разлогов	Уз изјављену резерву приликом потписивања
За Владу Канаде	Клод Т. Шарлан [Claude T. Charland]	
За Владу Краљевине Данске	Повл Асам [Poul Assam]	Уз обавезну ратификацију
За Владу Шпаније	Е. Де Мота и Сајас [E. de Motta y Zayas]	

За Владу Сједињених Америчких Држава	Џек Б. Кјубик [Jack B. Kubisch]	Уз обавезну ратификацију и поштовање усмене напомене бр. 201 од 29. новембра 1972.
За Владу Републике Финске	Оле Херолд [Olle Herold]	Уз обавезну ратификацију
За Владу Француске Републике	Кристијан д'Омал [Christian D'Aumale]	
За Владу Уједињеног Краљевства Велике Британије и Северне Ирске	Д. Логан [D. Logan] Ф. Сеџвик-Џел [F. Sedgwick-Jell]	
За Владу Краљевине Грчке		
За Владу Републике Хаити		
За Владу Нароне Републике Мађарске	Ласло Фолдес [Laszlo Foldes]	Уз резерву наведену у овлашћењима
За Владу Државе Израел	Израел Хавив [Israël Haviv]	Уз обавезну ратификацију
За Владу Италијанске Републике	Ф. Малфати [F. Malfatti]	Уз обавезну ратификацију
За Владу Јапана		
За Владу Либанске Републике		
За Владу Краљевине Марока		
За Владу Кнежевине Монако	Пјер-Луј Фалез [Pierre-Louis Falaize]	Уз обавезу ратификације
За Владу Савезне Републике Нигерије		
За Владу Краљевине Норвешке	Херслеб ВОГТ [Hersleb Vogt]	Уз обавезну ратификацију
За Владу Краљевине Холандије	Ј. А. де Раниц [J.A. de Ranitz]	Уз обавезну ратификацију
За Владу Народне Републике Пољске	Михата Кајзера [Michata Kajzera]	Уз обавезну ратификацију и уз резерву наведену у усменој напомени од 30. новембра 1972. (бр. Z-II-OME-BIE)
За Владу Португалске Републике	А. Ленкастр да Веига [A. Lencastre da Veiga] 29. новембар 1973.	Уз обавезну ратификацију

За Владу Социјалистичке Републике Руменије	С. Флитан [C. Flitan] 8. новембар 1973.	Уз обавезну ратификацију и уз резерву наведену у пуномоћима, а у вези са одредбама ставова 3 и 4 члана 34 и уз изјаву о члану 35
За Владу Шведске Републке	Д. Винтер [D. Winter]	Уз обавезну ратификацију
За Владу Швајцарске Конфедерације	Макс Трендл [Max Troendl]	Уз обавезну ратификацију
За Владу Социјалистичке Републике Чехословачке		
За Владу Туниске Републике	Абдесалем Бен Ајед [Abdessalem Ben Ayed]	
За Владу Украјинске Совјетске Републике	Александер Горденок [Alexandre Gordenok]	Уз резерву и изјаву које су пренете приликом потписивања
За Владу Савеза Совјетских Социјалистичких Република	Јуриј Борисов	Уз резерву и изјаву које су пренете приликом потписивања

ДОДАТАК

КОНВЕНЦИЈА О МЕЂУНАРОДНИМ ИЗЛОЖБАМА ПОПТИСАНА У ПАРИЗУ 22. НОВЕМБРА 1928, ИЗМЕЊЕНА И ДОПУЊЕНА ПРОТОКОЛИМА ОД 10. МАЈА 1948, 16. НОВЕМБРА 1966. И 30. НОВЕМБРА 1972, КАО И АМАНДМАНОМ ОД 31. МАЈА 1988.

ПОГЛАВЉЕ I – ДЕФИНИЦИЈЕ И ЦИЉ**ЧЛАН 1**

1. Изложба је манифестација чији је основни циљ, без обзира на њен назив, образовање јавности, тако што прави инвентар свега што човек поседује како би задовољио потребе цивилизације и тако што показује начињени напредак у једној или више области људског деловања или тако што показује могућности за будућност.
2. Изложба је међународна када у њој учествује више од једне државе.
3. Учесници у међународној изложби су, с једне стране, државни излагачи који излажу груписани по националним секцијама, а с друге стране међународне организације или излагачи из држава које нису званично заступљене и, коначно, они који, у складу са правилима изложбе, имају право да се баве неком другом активношћу, како што су концесионари.

ЧЛАН 2

Ова конвенција се примењује на све међународне изложбе, изузев:

- а. изложби које трају краће од три недеље;
- б. уметничке изложбе;
- в. изложбе претежно комерцијалног карактера.

Без обзира на то како су организатори назвали изложбу, ова Конвенција прави разлику између пријављених и признатих изложби.

ПОГЛАВЉЕ II – ОПШТИ УСЛОВИ ЗА ОРГАНИЗАЦИЈУ МЕЂУНАРОДНИХ ИЗЛОЖБИ**ЧЛАН 3**

Међународне изложбе које могу бити пријављене при Међународном бироу за изложбе, у складу са чланом 25, имају следеће одлике:

- а. не смеју бити краће од шест недеља ни дуже од шест месеци;
- б. правила у вези са зградом у којој ће државе учеснице излагати одређена су општим правилником за изложбе. У случају да је неопходно платити порез на непокретности, плаћање је на терет државе организатора. Поврат се може добити само за услуге које су пружене применом правила која је Биро одобрио;
- в. Од 1. јануара 1995. размак између две пријављене изложбе мора бити најмање пет година, а прва изложба се може одржати 1995. Међународни биро за изложбе може прихватити да се изложба одржи највише годину дана раније у

односу на датум који следи из претходне одредбе како би се прославио неки посебан догађај на међународном нивоу, с тим што се неће нарушити размак од пет година који је предвиђен изворним распоредом.

ЧЛАН 4

А. Изложбе које Међународни биро за изложбе може признати имају следеће одлике:

1. Не могу трајати краће од три недеље ни дуже од три месеца;
2. Морају имати тачно одређену тему;
3. Површина изложбе не може бити већа од 25 ха;
4. Организатори изложбе морају доделити државама учесницама простор, без наплате најма, издатака, пореза и трошкова, осим трошкова везаних за извршене услуге. Највећи простор који је додељен некој држави не сме бити већи од 1000 м². Међународно биро за изложбе може да дозволи одступање од обавезе давања бесплатног простора уколико економска и финансијска ситуација државе организатора то оправдава.
5. Може се одржати само једна изложба са одликама из става А између две пријављене изложбе.
6. Само једна пријављена или призната изложба у складу са ставом А може се одржати током једне године.

Б. Међународни биро за изложбе такође може признати следеће изложбе:

1. Миланско тријенале примењених уметности и модерне архитектуре, на основу историјске предности и ако задржи своје изворне одлике;
2. Изложбе хортикултуре типа А1 које одобрава Међународно удружење хортикултурних произвођача под условом да се одржавају са размаком од барем две године у различитим државама и барем десет година у истој држави.

ЧЛАН 5

Датуми отварања и затварања изложбе и њене опште одлике дефинишу се у тренутку њене пријаве или признавања и не могу се мењати без сагласности Бироа.

ПОГЛАВЉЕ 3 - ПРИЈАВА

ЧЛАН 6

1. Влада државе потписнице на чијој се територији предвиђа изложба (у даљем тексту „Влада домаћин“) мора упутити Бироу захтев за пријаву или признање уз навођење законских, прописних и финансијских мера које су предвиђене у оквиру организације изложбе. Влада државе која није потписница, а жели добити пријаву или признање изложбе, може на исти начин послати захтев Бироу, под условом да се обавезе да ће приликом организације изложбе поштовати све одредбе из поглавља I, II, III и IV ове Конвенције, као и прописе који су донети у циљу примене исте.

2. Захтев за пријаву или признавање изложбе мора бити урађен од стране Владе задужене за међународне односе на месту где је изложба планирана (у даљем тексту „Влада домаћин“), чак и у случајевима кад та Влада није организатор изложбе.
3. Биро у својим обавезним прописима одређује најдужи рок заказивања датума за неку изложбу као и најкраћи рок за подношење захтева за пријаву или признање; Биро такође наводи која документа је неопходно поднети уз захтев. У обавезним прописима је такође одређен износ који је потребно уплатити на име обраде захтева.
4. Пријава или признање изложбе се додељује само ако изложба испуњава услове који су наведени у овој Конвенцији и у прописима које је Биро донео.

ЧЛАН 7

1. Када се две државе или више такмиче за пријаву или признавање изложбе и не успевају да се договоре, сазива се Генерална скупштина Бироа која доноси одлуку на основу свих наведених услова и посебних историјских и моралних разлога, протеклог времена од последње изложбе, као и броја догађаја који се одржавају у земљама које су у конкуренцији.
2. Осим у изузетним случајевима, Биро даје предност изложбама које су планиране на територији државе потписнице.

ЧЛАН 8

Осим у случају предвиђеним чланом 28 г), Држава која добије право пријаве или признања изложбе губи права која су придружена пријави или признању у случају да промени најављени датум одржавања изложбе. Уколико речена држава жели да одржи изложбу неког другог датума, она мора поднети захтев и пристати на процедуру која је описана у члану 7, у случају да има евентуалну конкуренцију.

ЧЛАН 9

1. Државе потписнице одбијају да учествовање у изложбама које нису пријављене или подржане, , као и свако покровитељство и субвенције Владе;
2. Државе потписнице задржавају право да не учествују у некој признатој или пријављеној изложби;
3. Свака држава потписница ће се користити свим расположим средствима, која сматра одговарајућим и у складу са сопственим законима, како би се борила против промоције лажних изложби или изложби које преваром привлаче учеснике тако што им дају лажна обећања, најаве и рекламе.

ПОГЛАВЉЕ 4 – ОБАВЕЗЕ ОРГАНИЗАТОРА ПРИЈАВЉЕНИХ ИЗЛОЖБИ И ЗЕМАЉА УЧЕСНИЦА

ЧЛАН 10

1. Влада домаћин обезбеђује поштовање одредби ове Конвенције и прописа који су донети у циљу њене примене.

2. Ако ова Влада не организује изложбу, правно лице које је организује мора у ту сврху бити званично признато од стране Владе, која јамчи да ће то правно лице испунити обавезе.

ЧЛАН 11

1. Влада домаћин мора послати све позивнице за учествовање, било да су упућене државама потписницама или државама које нису чланице, дипломатским путевима искључиво Владама позваних држава, за њих као и за сва физичка и правна лица која потичу из тих држава. Одговори морају истим путевима стићи до Владе домаћина, као и молбе за учествовање непозваних физичких и правних лица. Позивнице морају узети у обзир рокове које је одредио Биро. Позивнице се шаљу директно међународним организацијама.
2. Ниједна страна потписница не може организовати или подржавати учешће на међународној изложби ако горенаведене позивнице нису усаглашене са одредбама овог споразума.
3. Стране потписнице се обавезују да неће износити ни прихватити никакву позивницу за учешће на изложби, било да ће се одржати на територији државе потписнице или на територији државе која није члан, ако та позивница не садржи информације о пријави или признању у складу са одредбама овог споразума.
4. Било која страна потписница може захтевати од организатора да им не шаље позивнице које нису њима намењене. Такође, могу се уздржати од прослеђивања позивница или молби за учешћем које су изразила непозвана физичка или правна лица.

ЧЛАН 12

Влада домаћин треба да именује генералног кустоса изложбе, ако се ради о пријављеној изложби, или кустоса изложбе, ако се ради о признатој изложби, који ће бити задужен да заступа Владу у свим аспектима овог Споразума и у свему што се односи на изложбу.

ЧЛАН 13

Влада сваке државе која учествује на изложби треба да именује генералног кустоса секције, уколико је у питању пријављена изложба, или кустоса секције, уколико је у питању призната изложба, како би их представљали Влади домаћину. Генерални кустос секције или кустос секције је једини одговоран за организацију своје националне презентације. Он информисе генералног кустоса изложбе или кустоса изложбе о саставу те презентације и обезбеђује поштовање права и обавеза излагача.

ЧЛАН 14 (стављен ван снаге)

ЧЛАН 15 (стављен ван снаге)

ЧЛАН 16

Царински режим изложби је утврђен у Прилогу ове Конвенције, који чини њен неодвојиви део.

ЧЛАН 17

Током изложбе, националним се сматрају и, сходно томе, могу се означавати под овим именом само секције које су формиране уз дозволу генералног кустоса или кустоса именованих у складу са Чланом 13 од стране Влада држава учесница. Национална секција обухвата све излагаче из те државе, али не и концесионаре.

ЧЛАН 18

1. На изложби се не може користити географски назив који се односи на учесника или групу учесника који потичу из државе потписнице, осим уз одобрење генералног кустоса секције или кустоса секције који представљају владу те државе потписнице.
2. Ако државе потписнице не учествује на изложби, генерални кустос или кустос те изложбе надлежни су да заштите ту државу потписницу у смислу одредби из претходног става.

ЧЛАН 19

1. Производи приказани у националној секцији државе учеснице морају бити у тесној вези с том државом (на пример, производи пореклом са њене територије или производи које су креирали њени држављани).
2. Могуће је, међутим, укључити друге предмете или производе уз дозволу Генералног кустоса и кустоса других релевантних држава, под условом да служе само као допуна презентације.
3. Уколико дође до спора између држава учесница у случајевима наведеним у ставовима 1 и 2, Колегијума генералних кустоса или кустоса секције вршиће арбитражу и одлучиваће већином присутних чланова. Одлука је коначна.

ЧЛАН 20

1. Осим уколико не постоје супротне законске одредбе у држави домаћина, не сме се дозволити монопол било које врсте, осим у случају заједничких услуга, уз дозволу Бироа која се додељује приликом пријаве или признања. У том случају, организатори су дужни да испуне следеће обавезе:
 - а. Нагласити постојање једног или више монопола у Општим правилима изложбе и Уговору о учешћу.
 - б. Обезбедити учесницима коришћење монополизованих услуга по стандардним условима који се примењују у тој држави.
 - в. Никако не ограничавати овлашћења генералних кустоса или кустоса у њиховим секцијама.
2. Генерални кустос или кустос изложбе предузима све мере како тарифе које се наплаћују државама учесницама не би биле више од оних које се наплаћују организаторима изложбе и, у сваком случају, како се не би разликовале од нормалних тарифа на том локалитету.

ЧЛАН 21

Генерални кустос или кустос изложбе предузима све могуће мере како би обезбедио ефикасно функционисање јавних услуга унутар изложбе.

ЧЛАН 22

Влада домаћин се труди да олакша организацију учешћа држава и њихових грађана, посебно у погледу цена превоза и услова за пријем лица и предмета.

ЧЛАН 23

1. Општа правила изложбе морају навести да ли ће, независно од издатих сертификата за учешће, бити додељене награде учесницима. У случају да су награде предвиђене, њихова додела може бити ограничена на одређене категорије.
2. Пре отварања изложбе, сваки учесник може изјавити да не жели да буде разматран за доделу награда.

ЧЛАН 24

Међународни биро за изложбе, како је наведено у следећем поглављу, може донети прописе који утврђују опште услове састава и рада жирија и одређују начин доделе награда.

ПОГЛАВЉЕ 5 - ИНСТИТУЦИОНАЛНЕ ОДРЕДБЕ**ЧЛАН 25**

1. Оснива се међународна организација под називом Међународни биро за изложбе, чија улога је да прати и обезбеђује примену ове Конвенција. Њени чланови су владе Страна потписница. Седиште канцеларије је у Паризу.
2. Биро је правно лице и има ауторитет да склапа уговоре, да стиче и продаје како покретну тако и непокретну имовину као и да предузима правне радње.
3. Биро има право да закључује споразуме, посебно у погледу привилегија и имунитета са државама и међународним организацијама за примену овлашћења која су му поверена овом конвенцијом.
4. Биро има Генералну скупштину, председника, извршну комисију специјализоване комисије, онолико потпредседника колико и комисија и секретаријат који је у надлежности Генералног секретара.

ЧЛАН 26

Генералну скупштину Бироа чине делегати које одреде владе страна потписница и то од једног до три делегата за сваку од њих.

ЧЛАН 27

Генерална скупштина одржава редовне седнице, а по потреби може одржавати и ванредне седнице. Она одлучује по свим питањима за која ова Конвенција додељује надлежност Бироу чија је она највиша власт а посебно

а. расправља, усваја и објављује прописе који се односе на регистрацију или на препознавање, класификацију и организацију међународних изложби и на функционисање Бироа; у границама одредби ове

Конвенције, она може успоставити обавезне прописе; такође, може успоставити модел прописа који ће служити као водичи за организовање изложби.

- б.** утврђује буџет, контролише и одобрава рачуне Бироа;
- в.** одобрава извештаје Генералног секретара;
- г.** формира комисије које сматра корисним, именује чланове Извршне комисије и других комисија и утврђује трајање њиховог мандат;
- д.** одобрава сваки нацрт међународног уговора из члана 25 става 3 ове Конвенције;
- ђ.** усваја нацрт измена и допуна из члана 33;
- е.** именује Генералног секретара.

ЧЛАН 28

1. Влада сваке стране потписнице, без обзира на број својих делегата има један глас Генералној скупштини. Међутим, право гласа јој се одузима уколико укупан износ доприноса који она доноси, примена члана 32. у наставку, премашује укупан износ њених доприноса који се односе на текућу и претходну годину.

2. Генерална скупштина може пуноважно одлучивати када број делегација присутних на седници и које имају право гласа износи најмање две трећине од броја страна потписница које имају право гласа. Ако овај кворум није постигнут, сазива се поново са истим дневним редом, у размаку од најмање месец дана. У овом случају потребни кворум се смањује се на половину броја Страна потписница које имају право гласа.

3. Гласање се остварује већином присутних делегација које дају свој глас за или против. Међутим, у следећим случајевима захтева се већина од две трећине:

- а.** усвајање нацрта амандмана на ову Конвенцију;
- б.** утврђивање и измена прописа
- в.** усвајање буџета и одобравање висине годишњих доприноса Страна потписница;
- г.** овлашћење за измену датума отварања и затварања неке изложбе под условима предвиђеним у члану 5;
- д.** пријава изложбе на територији државе која није чланица у случају конкуренције са изложбом на територији стране потписнице.
- ђ.** смањење временских интервала предвиђених чланом 3. ове Конвенције;
- е.** прихватање резерви на неки амандман који је поднела једна Страна потписница, поменути амандман мора бити, у примени члана 33, усвојеним већином од 4/5 или једногласно, зависно од случаја;
- ж.** одобрење било ког нацрта међународног уговора;
- з.** именовање Генералног секретара.

ЧЛАН 29

1. Председника бира Генерална скупштина тајним гласањем на период од две године између делегата влада Страна потписница, али током свог мандата он више не представља државу из које потиче. Може поново бити изабран.
2. Председник сазива и руководи састанцима Генералне скупштине и стара се о правилном функционисању Бироа. У његовом одсуству његове функције врши потпредседник задужен за Извршну комисију или, ако то није могуће, од стране једног од других потпредседника, по редоследу њиховог избора.
3. **Потпредседници** се бирају из реда делегата влада Страна потписница Генералне скупштине која утврђује природу и трајање њиховог мандата и одређује посебну комисију за коју су одговорни.

ЧЛАН 30

1. Извршну комисију чине делегати влада дванаест Страна потписница, по један за сваку од њих.
2. Извршна комисија:
 - а. успоставља и о класификацију таквих људских активности које су пригодне да се појаве на изложби;
 - б. проучава сваку пријаву за регистрацијом или признањем изложбе и подноси је, са својим мишљењем, на одобрење Генералној Скупштини
 - в. испуњава задатке које јој повери Генерална скупштина;
 - г. може тражити мишљење других комисија.

ЧЛАН 31

1. Генерални секретар, именован у складу са одредбама члана 28 ове Конвенције, мора бити држављанин једне од Страна потписница.
2. Генерални секретар је одговоран за вођење свакодневних послова Бироа по упутствима Генералне скупштине и Извршне комисије. Он припрема нацрт буџета, представља рачуне и подноси извештаје о свом раду Генералној скупштини. Он представља Биро посебно на суду.
3. Генерална скупштина утврђује друге надлежности и обавезе Генералног секретара као и његов статус.

ЧЛАН 32

Годишњи буџет Бироа утврђује Генерална скупштина под условима предвиђеним ставом 3. члана 28. Води се рачуна о финансијским резервама Бироа, о признаницама свих врста, као о и дуговним и кредитним стањима пренетих из претходних година. Трошкови Бироа се покривају из ових извора и из доприноса Страна потписница према уделу који имају у примени одлука Генералне скупштине.

ЧЛАН 33

1. Свака Страна потписница може предложити нацрт амандмана на ову Конвенцију. Прерађен текст поменутог нацрта и разлози који су га

мотивисали упућују се Генералном секретару који их у најкраћем могућем року саопштава осталим странама потписница.

2. Предлог Нацрта амандмана уврштава се на дневни ред редовне или ванредне седнице Генералне Скупштине која се одржава најмање три месеца од дана када је Генерални секретар пошаље.

3. Сваки предложени амандман усвојен од стране Генералне скупштине у оквиру услова из претходног става и члана 28. Подноси Влада Републике Француске након прихватања страна потписница. Он ће ступити на снагу у погледу свих Страна онда када четири петине од њих пријави прихватање Влади Републике Француске. Међутим, упркос претходне одредбе, сваки предложени амандман на овај став из члана 16. који се односи на царински режим, или на анекс предвиђен овим чланом ступиће на снагу тек оног дана када су све стране потписнице обавесте Владу Републике Француске о њиховом прихватању.

4. Свака страна потписница која жели да приложи резерву свом прихватању амандмана обавештава Биро о условима размотрене резерве.

О прихватљивости наведене резерве одлучује Генерална скупштина.

Генерална скупштина одлучује о допуштању те резерве. Генерална скупштина мора да одобри резерву која би тежила да сачува затечене ситуације у погледу изложености и одбацити оне које би имале ефекат стварања привилегованих ситуација. Ако је та резерва прихваћена, Страна која је представила ће бити међу онима за које се рачуна да су прихватили амандман са поменутом већином од четири петине.

Ако је одбијен, страна која га је представила бира између одбијања амандмана или његово безрезервно прихватање.

5. Када амандман ступи на снагу, под условима предвиђеним у трећем ставу овог члана, свака страна потписница која је одбила да га прихвати може, ако сматра одговарајућим, да искористи одредбе чл 37.

ЧЛАН 34

1. Сваки спор између две или више страна потписница у вези примене или тумачења ове Конвенције, који не може бити регулисан органима који имају овлашћења за доношење одлука у примени ове конвенције, биће предмет преговора између страна у спору.

2. Ако ови преговори не доведу до споразума у кратком року, једна од страна обраћа се председнику Бироа и тражи од њега да именује миритеља. Ако онда миритељ не може добити сагласност страна у спору око решења истог, он утврђује и омеђује у свом извештају председнику, природу и обим спора.

3. Када се на тај начин констатује неслагање, спор постаје предмет арбитраже. У том циљу, једна од Страна ће, у року од два месеца од дана достављања извештаја странама у спору, Генерални секретар Бироа ће поступити по захтеву за арбитражу, са навођењем арбитра ког је он одабрао.

Свака друга Страна или Стране у спору морају да одреде, свака у року од два месеца, њиховог изабраног арбитра. Ако то не успе, једна од Страна се обраћа Председнику Међународног суда правде тражећи од њега да именује једног или више судија.

Када неколико страна прикаже заједнички циљ, то се рачуна кроз примену одредби из претходног става, само за једну. У случају сумње одлучује Генерални Секретар.

Судије заузврат именују надсудију. Ако судије не могу да се договоре о свом избору у року од два месеца, Председник Међународног суда правде ког је ангажовала једна од Страна, то обезбеђује.

4. Арбитражни колегијум врши арбитражу већини својих чланова, гласом надсудија који је одлучујући у случају равноправне поделе гласова. Ова арбитража је обавезујућа за све стране потписнице у спору, дефинитивно и неповратно.

5. Свака држава може, у тренутку када потписује или ратификује ову Конвенцију, или јој приступи да изјави да се не сматра обавезаном одредбама става 3 и 4 овог члана. Друге стране потписнице неће бити везане наведеним одредбама према оној држави која изрази такву резерву.

6. Свака страна потписница која је изразила резерву у складу са одредбама претходног става, може у било ком тренутку да отклони ту резерву обавештењем упућеним Влади депозитару.

ЧЛАН 35

Ова Конвенција је отворена за приступање с једне стране било којој држави било да је чланица Уједињених нација, или нечланица УН. која је држава по статуту Међународног суда правде, или члан неке специјализоване институције Уједињених нација, или члан Међународне агенције за атомску енергију и, с друге стране, било које друге државе чија је пријава за чланство одобрена двотрећинском већином страна потписница које имају право гласа на седници Бироа. Инструменти приступања су депоновани у Влади Републике Француске и ступају на снагу од дана њиховог депозита.

ЧЛАН 36

Влада Републике Француске обавештава владе држава потписница ове Конвенције као и Међународни биро за изложбе о:

- а. ступању на снагу амандмана, у складу са чланом 33;
- б. приступању у чланство, у складу са чланом 35.;
- в. отказима, у складу са чланом 37;
- г. резервама које су формулисане у складу са чланом 34 став 5;
- д. могућег истека Конвенције.

ЧЛАН 37

1. Свака страна потписница може отказати ову Конвенцију тако што ће је обавести у писаној форми Владу Републике Француске.
2. Ово отказивање ступа на снагу након годину дана од дана пријема овог обавештења
3. Ова Конвенција престаје да важи ако, као резултат отказивања, број уговорних страна падне на мање од седам.

У случају било каквог споразума који се може закључити између Страна потписница у вези са распуштањем Бироа, Генерални секретар ће сносити одговорност за послове ликвидације. Имовина ће бити распоређена између страна потписница сразмерно уплаћеним доприносима од тренутка када су постале Стране потписнице ове Конвенције. Ако постоји нека обавеза, за њу ће се побринути исте стране сразмерно доприносима утврђеним за текућу финансијску годину.

АНЕКС

Конвенцији потписаној у Паризу 22. новембра 1928. о међународним изложбама, измењен и допуњен Протоколима од 10. маја 1948. од 16. новембра 1966. и 30. новембра 1972. као и Амандманом од 24.06.1982.

**ЦАРИНСКИ РЕЖИМ ЗА УВОЗ ПРЕДМЕТА
ОД УЧЕСНИКА МЕЂУНАРОДНИХ ИЗЛОЖБИ**

ЧЛАН 1 – Дефиниције

За примену овог анекса подразумевамо:

а. „Увозне дажбине“, царине и све друге дажбине и порези прикупљени при увозу или приликом увоза, као и све акцизе и интерни порези на које подлежу увезена добра, искључујући, међутим, ауторске накнаде и трошкови који су ограничени на приближну цену пружених услуга и који не чине индиректна заштита националних производа или фискални порези на увозне такса;

б. „Привремени увоз“ значи привремено право на бесцарински увоз без забрана или ограничења увоза, у случају поновног извоза.

ЧЛАН 2

Користи од привременог пријема:

а. робе која је намењена за излагање или да буде предмет демонстрација на изложби;

б. робе намењене да буду коришћене за презентације изложби страних производа, као што су

1. роба неопходна за демонстрацију машина или изложених страни уређаја;

2. грађевински материјали, може бити чак и у сировом стању, декоративни материјали, намештај, и електрична опрема за павиљоне и страни штандове изложбе, као и додељене просторије Генералном комесару одсека стране земље учеснице;

3. алати, материјали који се користе за изградњу и средства за превоз који су неопходни неопходан за радове изложбе;

4. рекламни или демонстрациони материјал, јасно намењен да буде коришћен као реклама за инострану робу која се приказује на изложби, као што су звучни снимци, филмови и слајдови, као и опрему неопходну за њихову употребу;

ЧЛАН 3

Олакшице из члана 2. овог анекса одобравају се под условом:

а. Да се роба може идентификовати током њеног поновног извоза;

б. Да Генерални комесар земље учеснице гарантује без депозита средстава, плаћање увозних дажбина на робу која неће бити поново извезена након затварања изложбе у утврђеном року, друге гаранције предвиђене законодавством земље која позива може бити допуштене на захтев излагача

(на пример, карнет А.Т.А „Привремени увоз“ установљен Конвенцијом Савета за царинску сарадњу од 6. децембра 1961. године);

в. Да царински органи земље привременог увоза процене да су испуњени су услови предвиђени овим анексом.

ЧЛАН 4

Све док имају користи од погодности предвиђених овим анексом и уколико то дозвољавају закони и прописи земље привременог увоза, роба стављена на привремени увоз се не може позајмити, изнајмити или користити за накнаду нити транспортовани ван места изложбе. Та роба мора поново бити извезена што је пре могуће, а најкасније три месеца након затварања изложбе. Царински органи могу из ваљаних разлога продужити овај рок у оној мери која је прописана законима и прописима земље привременог увоза.

ЧЛАН 5

а. Без обзира на обавезу поновног извоза предвиђеном чланом 4. реекспорт кварљиве или озбиљно оштећене или робе изузетно ниске вредности, се не захтева, поступа се како су о томе одлучили царински органи:

1. робе подложне увозним царинама које се плаћају, или
2. напуштене, ослобођене свих трошкова, државном трезору земље привременог увоза, или
3. уништене, под званичном контролом, а да то није резултирало трошковима за државни трезор земље привременог увоза.

Међутим, обавеза поновног извоза се не односи на робу било које природе чије је уништење захтевао Генерални комесар дотичног одсека, она се врши под званичном контролом и без могућности да резултира трошковима за Државни трезор земље привременог увоза.

б. Роба окарактерисана као привремени увоз може добити и своје одредиште, што значи да не мора поново да буде извезена и посебно може бити стављена у домаћу потрошњу, под условом да су испуњени услови и захтеви процедура које би се примењивале према законима и прописима земље привременог увоза као кад би биле увезене директно из иностранства.

ЧЛАН 6

Производи случајно добијени током изложбе, од роба привременог увоза у случају демонстрације машина или изложених уређаја, подлежу одредбама чланова 4 и 5 овог анекса, на исти начин као да су робе привременог увоза, у складу са одредбама члана 7. у наставку.

ЧЛАН 7

Увозне дажбине се не наплаћују, забране или ограничења на увоз се не примењују и, ако је одобрен привремени увоз, поновни извоз се не захтева у следећим случајевима, под условом да глобална вредност и количина робе су разумним оквирима, по мишљењу царинских органа земље увоза, имајући у виду природу изложености, број посетилаца и значај учешћа излагача.

а. Мали узорци (осим алкохолних пића, дувана и запаљивих материја) представници страних добара постављених на изложбама, укључујући узорке

увезених производа хране и пића као таквих или добијених на изложби од робе увезене на велико, под условом:

1. да се ради о страним производима који се испоручују бесплатно и који служе само за бесплатно послужење присутних на изложби, да их користе или конзумирају људи којима су подељени;

2. да се ови производи могу идентификовати као узорци за рекламни карактер који имају ниску јединичну вредност;

3. да се нису погодни за трговину а и ако јесу, у том случају где је применљиво, да буду паковани у знатно мањим количинама од оних који су уобичајени за малопродајна паковања.

4. да узорци производа хране и пића који нису дистрибуирани у паковању у складу са ставом III) овог члана буду конзумирани на изложби.

б. Увезени узорци које користе или конзумирају чланови жирија изложбе да би проценили и оценили изложене предмете, у случају да се захтева сертификат од Генералног комесара одсека, бележи се природа и количина конзумираних производа приликом процењивања и оцењивања.

в. Роба увезена искључиво у сврху демонстрације или за демонстрацију страних машина и уређаја представљених на изложби а који се конзумирају или уништавају током ових демонстрација.

г. Штампани материјали, каталози, леци, каталошке цене, постери, календари (илустровани или не и неурамљене фотографије за које је јасно да се користе као реклама за инострану робу представљену на изложби, дакле, под условом да се ради о страним производима који се испорученим бесплатно и који се користе само за бесплатну дистрибуцију присутнима, на лицу места, на изложби.

ЧЛАН 8

Увозне дажбине се не наплаћују, забране или ограничења на увоз се не примењују и, ако је одобрен привремени увоз, поновни извоз се не захтева у следећим случајевима:

а. производи који се увозе и користе за изградњу, уређивање, декорацију, анимацију и окружење страних презентација на изложби (боје, лакови, тапете, течни спрејеви, артикли за ватромет, семена или биљке и сл.) а уништени су њиховом употребом;

б. каталози, брошуре, постери и други службени штампани материјал, (илустрован или не) које објављују земље учеснице изложбе;

в. планови, цртежи, досијеи, архиви, обрасци и други документи намењени да се користе као такви на изложби.

ЧЛАН 9

а. На уласку као и на изласку, оверавање и царињење добара која ће бити или која су била представљена или коришћена на изложби, спроводиће се, у случајевима када је то могуће и прикладно, на просторима изложбе.

б. Свака страна потписница ће настојати, у свим случајевима када то сматра корисним, с обзиром на значај изложбе, да отвори на одређено време једну канцеларију царине на месту одржавања изложбе, организоване на њеној територији

в. Поновни извоз робе стављене под привремени увоз може се извршити у једном или више наврата од стране било које царинске испоставе

отворене за ове операције, и онда када се разликује од увозне канцеларије, осим ако се увозник не обавезе, да би имао користи од поједностављеног поступка да поново извезе робу преко увозне канцеларије.

ЧЛАН 10

Претходне одредбе не спречавају примену:

а. већих олакшица које одређене Стране потписнице дају или би одобриле било једностраним одредбама или на основу билатералних или мултилатералних споразума;

б. националних или конвенционалних нецаринских прописа који се тичу организација изложбе;

в. забрана и ограничења која произилазе из националних закона и прописа и заснована су на очувању моралног или јавног поретка, општој безбедности, јавној хигијени или општем здрављу или због ветеринарских или фитопатолошких разлога, или у вези са заштитом патената, трговинских марки, ауторска права и права на репродукцију.

ЧЛАН 11

За примену овог анекса територија земаља потписница које формирају царинску или економску унију може се сматрати као јединствена територија.

ПРЕПОРУКА

Генерална скупштина препоручује да увозне царине не буду наплаћене и да се не примењују забране или ограничења увоза и, ако је одобрен привремени увоз, да се не захтева поновни извоз, под условом да је укупна вредност и количина робе разумна по мишљењу царинских органа земље увозника с обзиром на природу изложбе, броја посетилаца и значаја учешћа излагач за производе увезене од стране генералних комесара одсека за:

1. њихову личну потрошњу;
2. да се користи током званичних пријема;
3. који ће бити понуђени угледним посетиоцима из своје земље, из земље организатора или онима који долазе из неке друге земље.

РЕЗЕРВЕ И ИЗЈАВЕ

СЈЕДИЊЕНЕ АМЕРИЧКЕ ДРЖАВЕ

Резерва:

„Амбасада Сједињених Америчких Држава честита Министарству спољних послова и има част да га обавести да је, у погледу потписивања Протокола Конвенције из 1928. о међународним изложбама, који ће бити отворен за потпис у Министарству спољних послова 30. новембра 1972, потпис Сједињених Америчких Држава пропраћен резервом у односу на члан 10, став 2. Та резерва одражава становиште које влада Сједињених Држава доследно наводи на састанцима Међународног бироа за изложбе као и приликом састављања општих правила о изложбама у Сједињеним Државама, односно да јемчећи за извршавање својих обавеза, Америчка влада истовремено није у могућности, у смислу свог законодавства, да јемчи испуњење обавеза правних лица које је акредитовала у сврху организовања изложби. Али влада Сједињених Држава

ће ипак, у границама својих могућности, настојати да осигура да ти организатори испуне своје обавезе.“

БЕЛОРУСИЈА

Резерва:

„Влада Белоруске Совјетске Социјалистичке Републике не сматра се везаном одредбама о арбитражи, ставови 3. и 4. члана 34. Конвенције“.

Изјава:

„Влада Белоруске Совјетске Социјалистичке Републике изјављује да су одредбе члана 35. измењене Конвенције, према којима је одређени број држава лишен права да постане страна Конвенције, дискриминишуће, те сматра да Конвенција, у складу с начелима сувереног права држава треба да буде отворена за учешће свих заинтересованих држава без икакве дискриминације и ограничења“.

БУГАРСКА

Резерва:

„Народна Република Бугарска не сматра се везаном одредбама ставова 3. и 4. члана 34. Конвенције“.

Изјава:

„Све земље света уживају апсолутну једнакост и имају право да приступе овој Конвенцији, без обзира на ограничења из члана 35. Конвенције“.

МАЂАРСКА

Резерва:

„Мађарска страна не сматра да су за њу обавезни ставови 3. и 4. члана 34. Протокола“.

ПОЉСКА

Резерва:

„Влада Народне Републике Пољске изјављује да се не сматра везаном одредбама члана 34, ставови 3. и 4. ове Конвенције“.

Изјава у вези с чланом 35. Конвенције:

„Влада Народне Републике Пољске сматра да би ова Конвенција требало да буде отворена за приступ сваке државе“.

РУМУНИЈА

Резерва:

„Социјалистичка Република Румунија изјављује, у погледу члана 34. став 5. Конвенције о међународним изложбама потписане у Паризу 22. новембра 1928. да не се не сматра везаном одредбама ставова 3. и 4. члана 34. Конвенције. Став Социјалистичке Републике Румуније јесте да би спорови између две или више уговорних страна у погледу тумачења или примене Конвенције који нису решени преговорима, могли бити предмет арбитраже једино уз сагласног свих страна у спору, у сваком појединачном случају“.

Изјава:

„Влада Социјалистичке Републике Румуније сматра да одредбе члана 35. Конвенције о међународним изложбама, потписане у Паризу 22. новембра 1928, нису у складу с начелом према којем мултилатерални међународни уговори, чији се циљ и сврха тичу целокупне међународне заједнице, треба да буду отворени за универзално учешће“.

УКРАЈИНА

Резерва:

„Влада Украјинске Совјетске Социјалистичке Републике не сматра се везаном одредбама о арбитражи из ставова 3. и 4. члана 34. Конвенције“.

Изјава:

„Влада Украјинске Совјетске Социјалистичке Републике изјављује да су одредбе члана 35. измењене Конвенције према којима је одређени број држава лишен права да постане страна Конвенције, дискриминишуће, те сматра да Конвенција, у складу с начелима сувереног права држава треба да буде отворена за учешће свих заинтересованих држава без икакве дискриминације и ограничења“.

САВЕЗ СОВЈЕТСКИХ СОЦИЈАЛИСТИЧКИХ РЕПУБЛИКА

Резерва:

„Влада СССР-а не сматра се везаном одредбама о арбитражи из ставова 3. и 4. члана 34. Конвенције“.

„Влада СССР-а изјављује да су одредбе члана 35. измењене Конвенције према којима је одређени број држава лишен права да постане страна Конвенције, дискриминишуће, те сматра да Конвенција, у складу с начелима сувереног права држава треба да буде отворена за учешће свих заинтересованих држава без икакве дискриминације и ограничења“.

ЧЕХОСЛОВАЧКА

Резерва:

„Влада Социјалистичке Републике Чехословачке не сматра се везаном одредбама члана 34. ставови 3. и 4. Конвенције“.
25.07.1974.

НЕМАЧКА ДЕМОКРАТСКА РЕПУБЛИКА

Резерва:

„Влада Немачке Демократске Републике не сматра се везаном одредбама члана 34. ставови 3. и 4. Конвенције“.

Изјава:

„Немачка Демократска Република сматра да Конвенција треба да буде отворена за приступ сваке државе“.

16.12.1975.

Члан 3.

Овај закон ступа на снагу осмог дана од дана објављивања у „Службеном гласнику Републике Србије - Међународни уговори”.